

Préface

Le développement de l'Afrique est corrélé à la capacité de ses entrepreneurs à jouer un rôle majeur dans le choix et l'allocation des ressources, et des pouvoirs publics à garantir un contexte favorable à l'émergence des activités économiques, voire à l'éclosion du comportement entrepreneurial. L'entrepreneuriat en Afrique demeure une préoccupation, surtout dans un contexte marqué par de profondes mutations et des conflits. L'intérêt accordé à l'émergence de l'Afrique réside dans le fait qu'elle est au cœur des dynamiques internes en phase avec les transformations socio-économiques. Le contexte entrepreneurial suppose une forte dose de résilience, de flexibilité et d'agilité et constitue pour l'Afrique, une opportunité pour sa remise en question, notamment au niveau de sa capacité entrepreneuriale. De ce fait, les évolutions et les transformations des entreprises suscitent des questionnements dont l'éclairage par les débats conduit non pas à l'analyse des modèles théoriques de l'entrepreneuriat, mais à l'étude des modèles réels susceptibles de refléter la pratique de l'entrepreneuriat en Afrique comme source de création de richesses. Fondamentalement, l'ouvrage s'attarde à montrer en quoi l'entrepreneuriat est révélateur de la croissance inclusive de l'Afrique. Ce qui justifie la qualité de ce travail de recherche bien nourri d'expériences plurielles est la participation de plusieurs chercheurs issus de 7 pays d'Afrique (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord). En outre, cet ouvrage ajoute une autre dimension à cette problématique brûlante d'actualité, celle de s'interroger sur la transmission des entreprises familiales, au regard de la difficulté de celles-ci à traverser la seconde génération.

Cet important travail de recherche nous livre une vision renouvelée et ancrée de l'entrepreneuriat. Destiné aussi bien aux chercheurs qu'aux professionnels, il place la question de la création de richesses et des modalités de son déploiement au cœur de la problématique de l'entrepreneuriat. Il prend ainsi une certaine distance avec la vision traditionnellement normée de la discipline. Cette approche de la dynamique entrepreneuriale appréhendée sous l'angle organisationnel et territorial conduit à enrichir le processus organisationnel et à analyser la complexité de l'écosystème entrepreneurial. Tout en étant ouvertes à la pluralité des expériences entrepreneuriales, les thématiques qui sont

abordées reposent sur trois axes principaux de réflexion : la dynamique entrepreneuriale africaine au creuset de l'opportunité et de la nécessité ; les dispositifs d'accompagnement entrepreneurial abordés sous la question de son efficacité ; l'entrepreneuriat organisationnel qui relève d'un enjeu majeur pour la pérennité des entreprises.

D'abord, l'ouvrage permet de mettre en exergue la question de la dynamique entrepreneuriale qui conduit à renouveler l'analyse sur les types d'entrepreneuriat, notamment de nécessité et d'opportunité, tout en s'adressant à l'environnement très turbulent qui caractérise l'Afrique. Ce qui signifie que l'entrepreneuriat joue divers rôles essentiels et inestimables pour la société. Les auteurs développent subtilement tout au long de l'ouvrage que l'appropriation de l'entrepreneuriat reste un défi majeur à relever, et fournissent les recommandations nécessaires pour mener à bien l'activité économique. Globalement, l'entrepreneuriat est cerné sous l'angle du modèle pragmatique qui interroge les facteurs de résilience, de contraintes et de frugalité tout en accordant une importance au rôle joué par les femmes.

Ensuite, le plus grand mérite de cet ouvrage est sans doute de dresser un état des lieux exhaustif des dispositifs d'accompagnement entrepreneurial, clés de compréhension des problèmes des structures dédiées. Cet inventaire trouve son fondement dans la problématique de l'échec entrepreneurial en Afrique. Son approche, originale, permet de générer des propositions théoriques à partir de l'examen approfondi de situations singulières et ancrées dans un environnement spécifique (par exemple, observer le fonctionnement des incubateurs et des structures institutionnelles à l'effet de cerner la réalité contextuelle). Les pratiques d'accompagnement sont minutieusement décrites dans l'ouvrage, celles-ci étant remarquablement appuyées par le rôle des différentes parties prenantes. L'un des défis relevés à ce niveau est la contextualisation du modèle d'accompagnement africain qui s'éloigne substantiellement de celui de l'Occident. Ainsi, les auteurs démontrent qu'un meilleur accompagnement s'appuie sur les besoins exprimés par l'accompagné, les ressources disponibles (frugalité et effectuation) et les facteurs socioculturels.

Enfin, l'ouvrage vient heureusement à point nommé combler des lacunes qui existent dans la recherche entrepreneuriale en Afrique, et apporter sa modeste contribution à la compréhension de l'entrepreneuriat organisationnel en termes de transmission et de succession au travers de la capacité des entreprises à se transformer. J'ai beaucoup apprécié que la transmission/succession soit abordée sous l'angle de son utilité managériale tout en mettant en évidence les institutions informelles et les facteurs psycho-émotionnels. Mais cela n'est malheureusement pas toujours réalisé et les déconvenues sont brutales. Les nécessités de mise en cohérence sont intelligemment précisées dans l'ouvrage avec des illustrations conduisant à bien visualiser les processus de transmission.

Toutes ces questions, remarquablement aiguillées par les auteurs de cet ouvrage collectif, vaudraient d'être autant discutées et fouillées puisqu'elles se situent au cœur de

notre existence et façonnent, certainement, notre futur. Les diverses contributions des auteurs trouveront un écho favorable auprès des lecteurs et d'acteurs impliqués dans le domaine de l'entrepreneuriat en Afrique et ailleurs, notamment : les décideurs politiques et les gouvernements africains cherchant à formuler des politiques et des programmes de développement économique et industriel ; les praticiens du développement y compris les institutions internationales, les ONG, les bailleurs de fonds et les organisations de développement, travaillant sur le terrain pour soutenir les entrepreneurs africains ; les entrepreneurs eux-mêmes, qu'ils soient établis ou en devenir, cherchant à comprendre les défis et les opportunités qui se présentent à eux sur le continent ; les chercheurs et la communauté universitaire intéressés par l'entrepreneuriat, le développement économique et l'émergence de l'Afrique, cherchant à approfondir leur compréhension des dynamiques entrepreneuriales. Ainsi, cet ouvrage constitue un précieux matériau pour la recherche en contexte africain.

Je conclus en insistant sur la tonalité inédite que cet ouvrage a souhaité donner. En réfléchissant sur la problématique de l'entrepreneuriat en Afrique, l'on a consciemment pris le parti d'examiner l'ensemble des modèles entrepreneuriaux et leurs conséquences sur le développement inclusif de l'Afrique, y compris sur les aspects humains. L'Afrique a été pendant longtemps considérée comme une branche morte dans la recherche en entrepreneuriat, devenant progressivement un acteur incontournable dans la création de la connaissance en entrepreneuriat. L'ouvrage a le mérite d'apporter un éclairage nouveau sur quelques aspects de l'entrepreneuriat en Afrique en termes de capacité dynamique dans un contexte difficile et en proie à des conflits récurrents. L'Afrique peut-elle se targuer d'un modèle entrepreneurial ? Oui, probablement. Cet ouvrage ouvre ce boulevard, et cette réponse positive est une démonstration de son influence entrepreneuriale en Afrique et ailleurs dans le monde.

Léo-Paul DANA
Professeur des universités
Dalhousie University, Canada

Avant-propos

S'intéresser à l'entrepreneuriat en contexte africain est une évidence. À l'heure où le continent prend une place centrale dans l'évolution démographique mondiale – il devrait passer de 18 % à 25 % de la population mondiale d'ici à 2050 selon l'ONU et atteindre 2,5 milliards d'habitants à cette date –, il est fondamental de s'interroger sur le rôle que peut y jouer l'entrepreneuriat en matière de développement économique et d'industrialisation. Mais, plus encore, le déficit de recherches sur l'entrepreneuriat africain demeure patent, et notamment en ce qui concerne les pays francophones. Or, les recherches sur l'entrepreneuriat doivent être situées et prendre en compte les contextes locaux, au lieu de supposer que les résultats issus des pays occidentaux sont universellement vrais.

Dans ce contexte, nous avons accueilli avec enthousiasme le projet éditorial de Robert Sangue Fotso. Celui-ci permet de saisir les spécificités, les enjeux et la diversité des pratiques entrepreneuriales en Afrique. Réunissant autour de lui des chercheurs issus de 7 pays différents, il présente un ouvrage qui traite simultanément des thématiques qui interpellent les parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial : (1) la dynamique entrepreneuriale africaine (entre nécessité et opportunité) ; (2) les dispositifs d'accompagnement entrepreneurial (entre importation et hybridation) ; (3) les enjeux et perspectives de l'entrepreneuriat organisationnel. Chacun des thèmes propose des études empiriques détaillées et des recommandations opérationnelles.

Cet ouvrage nous livre ainsi une vision pragmatique de l'entrepreneuriat. Destiné aussi bien aux chercheurs, qu'aux managers et aux décideurs politiques, il place la question de la survie des entreprises et des modalités de son déploiement au cœur de la problématique de l'entrepreneuriat. Il prend ainsi une certaine distance avec la vision traditionnellement normée de la discipline. Si celle-ci a beaucoup évolué ces dernières années,

nous mesurons chaque jour davantage, dans un territoire comme l'Afrique, l'influence des modèles et des dispositifs entrepreneuriaux sur le développement, l'accompagnement entrepreneurial, mais aussi les facteurs socioculturels.

L'ouvrage – *Entrepreneuriat en Afrique : des capacités dynamiques aux modèles africains* – coordonné par le professeur Sangue Fotso est une illustration parfaite de notre conception des travaux en entrepreneuriat. Des travaux enracinés dans des pratiques entrepreneuriales caractérisées par un contexte. Les sujets, comme les données, sont issus du terrain et les réflexions débouchent sur des recommandations utiles pour le développement territorial.

Les enjeux de l'entrepreneuriat en Afrique

L'intérêt de cet ouvrage

Le développement de l'Afrique est tributaire de la capacité de ses acteurs à développer des projets entrepreneuriaux durables. Aujourd'hui, l'entrepreneuriat se manifeste à l'échelle des projets territoriaux, et est ancré dans les comportements organisationnels spécifiques. Le caractère difficile du continent africain revêt un atout indéniable pour l'analyse d'un modèle sur l'entrepreneuriat. L'Afrique est marquée selon De Vreyer et Roubaud (2013) par des permanences structurelles, notamment les économies faiblement industrialisées et peu diversifiées, les marchés du travail largement dominés par l'informalité et le statut d'indépendant. La gestion des entreprises en Afrique a évolué considérablement entre 2000 et 2024, avec des améliorations dans les pratiques de gestion, la gouvernance d'entreprises, et l'accès aux ressources. Au-delà de la décennie 2000, la majorité des entreprises étaient des micro-entreprises ou des PME, souvent opérant dans le secteur informel. Par la suite, l'on a observé une augmentation des PME formelles, avec environ 40 % des entreprises enregistrées comme PME, selon la Banque africaine de Développement.

En outre, l'Afrique connaît également d'autres changements structurels importants parmi lesquels, la croissance démographique et l'urbanisation (au cours des trois dernières décennies, depuis 1990, l'Afrique a accueilli près de 400 millions de personnes dans ses villes, et au cours des trois prochaines décennies, jusqu'en 2050, le continent en accueillera 900 millions de plus. En outre, la proportion de la population urbaine africaine devrait atteindre 50,9 % en 2035, contre 43,5 % aujourd'hui. Le taux de croissance urbaine de l'Afrique est le plus élevé au monde, s'élevant actuellement à 3,58 %, et restera élevé, à une moyenne de 3,3 %, au cours des 20 prochaines années) ; le défi du développement inclusif (la pauvreté en Afrique a évolué de manière complexe entre

2000 et 2024, avec des variations régionales significatives et des impacts de divers facteurs économiques. Presque 50 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire moins de 1,90 USD par jour, avec un taux de chômage des jeunes estimé à 12,7 % en 2024. Au moins 20 millions de jeunes en âge de travailler sont sans emploi, ce qui réduit le développement économique de l'Afrique) ; l'évolution technologique (la capacité technologique moyenne des États africains a presque doublé, passant de 25 % à 41 % en 2023, ce qui est lié à la pénétration croissante d'Internet et à la diffusion rapide des technologies numériques à travers les pays. Plusieurs pays africains ont développé des projets de connectivité à haut débit pour améliorer l'accès à Internet. L'Afrique connaît une augmentation significative de l'accès à l'énergie, avec des projets d'énergie renouvelable et des améliorations dans l'infrastructure énergétique, ce qui favorise le développement technologique. L'Afrique devrait donc investir dans la science, la technologie et l'innovation pour construire un avenir prospère, juste et durable) ; le rôle de la diaspora (l'importance de la diaspora dans le développement de l'Afrique n'est plus à démontrer. Selon la Banque mondiale, en 2023, les envois de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne devraient connaître une hausse de 1,9 % environ, pour atteindre 54 milliards de dollars avec une perspective d'augmentation de 1,3 % en 2024) ; les différentes crises sociopolitiques (en marge des risques sanitaires, notamment la COVID-19, les pays africains sont particulièrement vulnérables aux effets de contagion économique provenant des pays développés. La récession mondiale de 2020 s'est avant tout transmise aux pays africains par une baisse des activités du tourisme et des exportations, en lien avec la forte baisse des prix des matières premières, notamment du pétrole. L'activité économique a donc beaucoup baissé de 1,5 % en Afrique du Nord et de 1,7 % en Afrique subsaharienne en 2020). Face à cette situation, que penser du fait entrepreneurial ? La turbulence de l'environnement amène à développer des projets agiles et résilients. L'entrepreneuriat reste de ce point de vue, le meilleur moyen de s'affranchir de la pauvreté et du chômage pour atteindre un stade important de développement socio-économique. Compte tenu de la spécificité des difficultés africaines, l'ouvrage s'intéresse à l'entrepreneuriat des déplacés et des femmes dans un contexte de crise sociopolitique.

L'entrepreneuriat recouvre donc de nombreux enjeux. Ils paraissent désormais être intégrés par les pays africains. L'entrepreneuriat en Afrique a connu une dynamique marquée depuis 2000, avec des changements significatifs dans les tendances, les défis et les opportunités. On estime à environ 44 millions le nombre d'entreprises en Afrique selon la Banque africaine de Développement. La plupart sont de petites entreprises et des micro-entreprises. Le nombre de *start-up* a explosé, avec des *hubs* technologiques établis dans plusieurs grandes villes africaines. En 2024, il y a plus de 1 000 *start-up tech* actives en Afrique. Le financement a continué de croître, avec des investissements en capital-risque atteignant près de 5 milliards d'USD en 2023. Le rapport publié par la Banque africaine de Développement, l'Organisation pour la coopération et le développement

économique et le Programme des Nations unies pour le développement sur les perspectives économiques de l'Afrique 2017, révèle que la plupart des pays africains, en l'occurrence l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Ghana, le Sénégal, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, etc. élaborent des stratégies d'industrialisation qui s'appuient sur l'entrepreneuriat.

La société africaine fait face à des mutations rapides inférées par des équilibres nouveaux, des crises sociopolitiques, sanitaires et sécuritaires avec des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels tout à fait importants. Face à ces transformations, les entreprises se positionnent comme de véritables appareils de création de richesse. Dans cette optique, le développement économique de l'Afrique est dépendant des capacités entrepreneuriales et des politiques publiques mises en œuvre. La réalité africaine indique qu'il y a un réel phénomène d'entrepreneuriat informel, mettant ainsi en évidence la dialectique « entrepreneuriat de nécessité » et « entrepreneuriat d'opportunité ». En 2024, environ 60 % des entreprises dans les grandes villes africaines bénéficient d'une infrastructure de soutien appropriée. Toutefois, des enjeux demeurent, notamment en ce qui concerne l'accès au financement, les ressources humaines, les contraintes environnementales et les obstacles réglementaires. Également, le tissu économique africain est constitué à plus de 90 % d'entreprises familiales dont la continuité de l'exploitation au-delà de la deuxième génération n'est guère garantie. C'est pourquoi la problématique de l'entrepreneuriat en Afrique doit mettre un point d'honneur sur le modèle de « succession/transmission » en ce sens qu'elle entraîne des conséquences sur l'économie.

Le contexte entrepreneurial, tel que développé par Baker et Welter (2020), suppose une forte dose de résilience, de flexibilité et d'agilité, et constitue pour l'Afrique, une opportunité pour sa remise en question, notamment au niveau de sa capacité entrepreneuriale. De ce fait, les évolutions et les transformations des entreprises suscitent des questionnements, dont l'éclairage par les débats conduits, non pas à l'analyse des modèles théoriques de l'entrepreneuriat, mais à l'étude des modèles réels susceptibles de refléter la pratique de l'entrepreneuriat en Afrique comme source de création de richesse au sens de Dana *et al.* (2018). Tout en étant ouvert à la pluralité des expériences entrepreneuriales, qu'elles soient capitalistes, sociales ou autres, les thématiques qui seront abordées reposent sur trois axes principaux de réflexion. Il ne s'agit pas de convoquer des modèles occidentaux pour penser l'entrepreneuriat en Afrique, mais de partir du matériau de terrain, pour faire émerger les modèles africains. C'est pourquoi il faut multiplier les travaux de recherche en entrepreneuriat sur l'Afrique.

Le contenu de l'ouvrage

Cet ouvrage vise à poser les jalons d'une lecture multidimensionnelle de l'entrepreneuriat en Afrique et de ses implications organisationnelles. Il est question d'analyser

les phénomènes entrepreneuriaux liés à la dynamique entrepreneuriale, l'accompagnement entrepreneurial et l'entrepreneuriat organisationnel. L'objectif est d'expliquer que l'entrepreneuriat africain tire ses fondements de plusieurs valeurs. Au regard des écrits déjà réalisés sur l'entrepreneuriat en Afrique, cet ouvrage apporte un regard nouveau sur les thématiques essentielles autour de trois parties.

Dynamique entrepreneuriale africaine : entre nécessité et opportunité

Incontestablement, le modèle entrepreneurial en Afrique impose aujourd'hui une lecture multidimensionnelle. Dans cet axe, il s'agit d'aborder le modèle entrepreneurial dans l'ensemble de ses configurations et de mettre en lumière les modèles spécifiques qui se révèlent. L'entrepreneuriat en Afrique a été très longtemps abordé sous le prisme de la nécessité ou de la subsistance (Hilson *et al.* 2018). Cette perception semble ne plus être totalement en phase avec les réalités africaines où, l'on observe des comportements frugaux, agiles et résilients des entreprises, voire l'émergence et le développement d'entrepreneuriat de croissance, d'entrepreneuriat digital et plus largement d'entrepreneuriat de nécessité. La réappropriation de l'entrepreneuriat de nécessité et d'opportunité semble d'actualité, surtout dans un continent qui connaît des disparités de plus en plus fortes dans les rythmes de croissance, dans les conditions de vie (mégalo-poles *versus* rurales), dans des crises sociales, politiques et sanitaires, le terrorisme, etc. Comment les acteurs du monde politique et universitaire appréhendent-ils les modèles d'entrepreneuriat en Afrique dans une approche économique substantiellement basée sur la notion de don et de contre-don ? Une réflexion par taxinomie et une étude des expériences pourraient être singulièrement appropriées pour saisir les approches entrepreneuriales. Il sera question de s'intéresser aux comportements entrepreneuriaux en termes de pratiques. En s'inscrivant dans l'approche genre, l'émancipation de la femme africaine est à capter au travers de l'entrepreneuriat. C'est ainsi que l'on identifie des associations de femmes chefs d'entreprises qui émergent sous le soutien des bailleurs de fonds. Une analyse de la situation de l'entrepreneuriat féminin s'impose en contexte africain en termes de spécificités et de trajectoires. Cette idée se situe dans la continuité des travaux de Charlier *et al.* (2018) qui précisent que l'entrepreneuriat dans l'approche libérale, apparaît comme un moyen d'émancipation des femmes, qui passe d'abord par l'économique et l'accès à une position sur le marché du travail.

Cette première partie pose les bases de la dynamique entrepreneuriale en mettant en exergue les contraintes et les stratégies. C'est ainsi que B. Binwa Machumu et D. Gahungu illustrent dans le [chapitre 1](#) les contraintes liées à la dynamique entrepreneuriale en République démocratique du Congo en identifiant les différents facteurs de blocage de création et de renouvellement d'entreprises et l'accès aux différents marchés. L'auteur révèle que les contraintes qui entravent la création et le renouvellement des

PME familiales du Kivu peuvent être regroupées en huit dimensions : socio-économique, financière, institutionnelle, infrastructures et soutien, marché, individuelle, liée à l'entreprise ainsi qu'à la famille. Les cinq premières dimensions sont de nature externe alors que les trois dernières sont de variables internes à la PME familiale.

De ce fait, le [chapitre 2](#) réservé à la résilience est nécessaire. Y.M. Goubgou, N.C. Tiemtoré et S.E. Kabore insistent sur les stratégies de résilience organisationnelle comme source de dynamisme des TPE au Burkina Faso. Les TPE ont développé diverses stratégies de résilience, notamment le rebond et le transformationnel. Seules les stratégies de résilience transformationnelles contribuent au dynamisme des TPE burkinabè, par l'augmentation des ventes, l'expansion des activités, la création d'emplois et d'entreprises. L'auteur a enrichi la notion de résilience organisationnelle, en renseignant sur la manière dont elles conduisent au dynamisme des TPE. L'insécurité en Afrique ne doit pas déteindre sur cette stratégie de résilience. Cette réalité ne doit pas exclure la possibilité de développer un entrepreneuriat collectif.

C'est pourquoi S.B.F. Sedego et A. Ouedraogo soulignent dans le [chapitre 3](#) l'épineuse problématique de l'entrepreneuriat collectif dans un contexte d'insécurité. Dans leur réflexion, ils montrent comment, en situation d'insécurité, le succès de l'entrepreneuriat collectif des femmes déplacées contribue à la promotion économique des PDI à travers la capacité de diversification des sources de revenus et des structures d'accompagnement. La contribution de l'entrepreneuriat collectif à la promotion économique des PDI en contexte d'insécurité passe nécessairement par la capacité de diversification des sources de revenus des structures d'accompagnement. Ils montrent également que le succès de l'entrepreneuriat collectif à contribuer à la promotion économique des PDI en contexte d'insécurité est conditionné par la disponibilité des mesures d'accompagnement de ces personnes. De ce fait, il apparaît que la réussite de l'entrepreneuriat collectif à promouvoir économiquement les PDI en contexte d'insécurité est liée à la maîtrise du processus d'accompagnement de ces personnes par les organisations engagées dans cette dynamique.

Prolongeant la réflexion sur les femmes, P.G. Ipoumb et C.M.C. Abomo Nga, dans le [chapitre 4](#), analysent de façon intelligible, l'entrepreneuriat des femmes en contexte de conflits. Les auteurs s'interrogent sur les facteurs de motivations des femmes entrepreneures situées dans les zones conflictuelles au Cameroun et révèlent une hétérogénéité des motivations entrepreneuriales des femmes. Tandis que certaines sont plus attirées par la saisie d'une opportunité ou l'autonomie financière, d'autres sont motivées par la recherche de l'emploi et le souci de subvenir aux besoins familiaux. L'entrepreneuriat dans ce contexte au Cameroun relève plus d'une logique PULL que PUSH.

Dispositifs d'accompagnement entrepreneurial : entre importation et hybridation de modèles

Certaines recherches en Afrique concluent à l'inefficacité économique, partielle ou totale, des dispositifs venant du Nord, souvent inadaptés aux spécificités locales, pour susciter des vocations *ex nihilo* (Brière *et al.* 2017 ; Fanny-Tognisso et Roux 2017). Dans un environnement essentiellement caractérisé par la survie et où les dispositifs formels et informels concernant la création d'entreprises augmentent, il est important de décrypter les différents contours de l'écosystème entrepreneurial. Prosaiquement, quels sont les enjeux des unités d'accompagnement sur le niveau de développement des entreprises, voire du bien-être des entrepreneurs ? Quel est le rôle de la cellule familiale et des valeurs traditionnelles dans la compréhension du processus entrepreneurial ? Les structures d'accompagnement sont-elles adaptées aux réalités locales ou alors sont-elles imposées par les bailleurs de fonds en réponse à une problématique émergente ? Quels sont les rôles des territoires et collectivités dans les processus entrepreneuriaux et l'émergence de nouvelles dynamiques ? Se pose, en substance, la question de l'importation de dispositifs d'entrepreneuriat au regard de leur tendance homogénéisante et du degré d'adaptation. Quel problème soulèvent les structures d'accompagnement en Afrique et quelles en sont les solutions envisageables ? Quelles spécificités pour les structures d'accompagnement entrepreneurial en Afrique ?

Pour tenter d'apporter des réponses à ces préoccupations louables dans un contexte marqué par la prédominance des PME, E. Baran et F. Djoumessi s'intéressent, dans le [chapitre 5](#), à l'accompagnement des PME dans une économie de subsistance. Ils proposent un état de l'art sur les modèles d'accompagnement en entrepreneuriat tout en mettant en évidence les problèmes et les difficultés d'adaptation dans le contexte africain. Ces auteurs justifient la pertinence de l'accompagnement au travers du capital humain et social et surtout, de l'apport des institutions.

C'est dans cette veine que L. Haouaou appréhende le rôle des institutions dans l'accompagnement à l'international des entreprises dans le [chapitre 6](#). Son analyse permet de relever que l'accompagnement à l'international est l'une des solutions institutionnelles au défi du développement et de la survie des entreprises dans un contexte de mondialisation effective. Aussi, la recherche indique des failles structurelles et organisationnelles du dispositif, potentiellement limitantes et nocives pour l'efficacité des actions institutionnelles.

Ce qui amène au [chapitre 7](#) A. Jittou, D. Harrizi et R. Chroqui à interroger la promotion de l'entrepreneuriat en Afrique à partir du modèle de la triple hélice. Ils mettent en relief, le rôle du gouvernement, de l'industrie et des universités dans le renforcement de la dynamique entrepreneuriale. Cette dernière devant être suscitée par les incubateurs qui constituent la structure d'accompagnement de plus en plus mobilisée en contexte africain. Les structures d'accompagnement doivent également être au centre de la

mobilisation des ressources dans un environnement caractérisé par l'entrepreneuriat de nécessité.

Ainsi, le [chapitre 8](#) de M.S. Diallo aborde l'entrepreneuriat de nécessité et l'accès aux ressources dans un environnement difficile. L'analyse insiste sur le rôle que jouent les ressources disponibles au travers du modèle d'accompagnement dans le contexte africain. Il ressort une inadéquation des services offerts avec les principaux besoins des accompagnés. Ces derniers, souffrant de la rareté des ressources dans un environnement difficile, recourent à des initiatives locales et socioculturelles, liant solidarité et débrouillardise, comme dernier moyen, pour atténuer leurs contraintes. De plus, le modèle d'accompagnement, qui peine à favoriser l'accès durable aux ressources financières, pratique un processus entrepreneurial classique, dans un environnement incertain et imprévisible, inadapté aux réalités du contexte.

Entrepreneuriat organisationnel : enjeux et perspectives

Selon Hernandez (2009), l'entrepreneuriat organisationnel consiste à expliquer le maintien du processus entrepreneurial au sein d'entreprises existantes, et à analyser la capacité des entreprises déjà créées à agir de manière entrepreneuriale. À cet effet, il recouvre deux acceptions à savoir : le développement de nouvelles activités au sens d'Anderson *et al.* (2015) et la transformation des organisations à travers le renouvellement des idées sur lesquelles elles sont bâties ; on parle alors de renouveau stratégique. L'objectif est d'étudier comment les entreprises africaines existantes parviennent à maintenir leur processus entrepreneurial ou à développer une capacité à agir de manière entrepreneuriale. Cette question peut être étudiée sous l'angle de la transmission des entreprises, la reprise d'activité, etc. De ce fait, la réflexion peut être menée pour expliquer les phénomènes organisationnels en Afrique, notamment sous les leviers relatifs aux valeurs culturelles, au rôle du dirigeant, à l'implication des institutions informelles (communauté, religion, famille, etc.). Il s'agit globalement de répondre à une préoccupation lancinante, celle de la difficulté des entreprises familiales africaines à atteindre la troisième génération de dirigeants.

Dans cette logique, M. Abbo et C.S. Kéou, dans le [chapitre 9](#), analysent la conduite de la transmission des entreprises familiales en contexte africain en mettant l'accent sur le rôle des institutions informelles. Ils montrent dans leur étude, une absence de planification formelle et une préférence de type informel de planification imposée par les institutions informelles. L'exécution du processus de succession, la sélection du successeur et même la communication en sont également conditionnées. Ces institutions façonnent les comportements et croyances des protagonistes et jouent le rôle de régulateur en cas de crises successorales. Les auteurs interpellent sur une nécessité de refonte contextualisée de la transmission, car la rationalité économique du prédécesseur africain en est

fortement influencée. L'apport de cette recherche réside dans la proposition d'un processus de succession façonnée par les institutions informelles.

Subséquemment, le texte d'A.C. Abossolo et F. Keudjou Tawa, au [chapitre 10](#), vise à comprendre le rôle des facteurs psychologiques et émotionnels lors du processus de succession dans les PME familiales. À partir des récits de vie portant sur quatre cas de PME familiales camerounaises de la première génération, les auteurs montrent que les facteurs psychologiques et émotionnels, notamment la peur de perdre le pouvoir d'influence, la peur de perdre la reconnaissance sociale, la peur de perdre la légitimité sociale, la peur de perdre la légitimité hiérarchique, la peur de perdre la légitimité professionnelle, la peur de perdre un référentiel et guide de vie bloquent le processus de transmission à la phase de règne-conjoint. Grâce à ces facteurs, les fondateurs des PME familiales refusent de franchir l'étape du désengagement et renvoient la transmission successorale à leur propre mort.

De même, M. Ndione, J.D. Njayou Oyong et B. Ndiaye, dans le [chapitre 11](#), dévoilent les facteurs de succès au sein des PME sénégalaises. Les PME adoptent un style de management paternaliste visant à protéger leurs actifs matériels et à assurer la transmission intergénérationnelle par la formation des membres de la famille dès leur plus jeune âge. Les moyens financiers mobilisés proviennent généralement de cotisations, de participations et de legs, surtout en cas de difficultés de trésorerie avec l'injection de liquidités, par les membres de la famille, pour relancer l'activité économique. De plus, l'entourage intervient pour résoudre les conflits d'intérêts.

Si le point de départ de cet ouvrage est la capacité entrepreneuriale, il se conclut sur une perspective enthousiasmante : mettre en évidence les facteurs culturels qui pourraient avoir une influence favorable sur l'entrepreneuriat : « la diversité culturelle » est une perspective scientifique stimulante.

Bibliographie

- Anderson, B.S., Kreiser, P.M., Kuratko, D.F., Hornsby, J.S., Eshima, Y. (2015). Reconceptualizing entrepreneurial orientation. *Strategic Management Journal*, 36(10), 1579–1596.
- Baker, T., Welter, F. (2020). *Contextualizing entrepreneurship theory*. OAPEN Library, 188.
- Brière, S., Tremblay, M. (2017). L'entrepreneuriat contextualisé : quels enjeux, stratégies et modèles endogènes pour soutenir une diversité d'entrepreneurs au Nord comme au Sud ? *Revue internationale PME*, 30(3), 29–35.

- Charlier, S., In't Zandt, K., Maquestiau, P. (2018). De l'individuel au collectif, l'empowerment des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer. Dans *Le développement revisité : 60 ans d'études du développement*, Yépez del Castillo, I., Charlier, S., Lemaître, A., Piccoli, E., Verhaegen, É. (dir.). Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 163–175.
- Dana, L.-P., Ratten, V., Honyenuga, B.Q. (dir.) (2018). *African Entrepreneurship: Challenges and Opportunities for Doing Business*. Palgrave Macmillan, Cham.
- De Vreyer, P., Roubaud, F. (dir.) (2013). *Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne*. IRD Éditions, Paris.
- Fanny-Tognisso, A., Roux, T. (2017). Création d'entreprises et investissement en Côte d'Ivoire. *Afrique contemporaine*, 263264(3), 230–232.
- Hernandez, É.M. (2009). Le ré-entrepreneuriat, une solution à la restructuration classique d'entreprise. *Revue française de gestion*, 5, 139–158.
- Hilson, G., Hilson, A., Maconachie, R. (2018). Opportunity or necessity? Conceptualizing entrepreneurship at African small-scale mines. *Technological Forecasting and Social Change*, 131, 286–302.

Remerciements

Je dédie cet ouvrage aux entrepreneurs et décideurs politiques africains. Cet ouvrage s'intéresse à un objet de recherche en pleine émergence en Afrique qui, avec le temps, constituera un véritable domaine de recherche. Nous sommes convaincus que l'entrepreneuriat est le vecteur d'industrialisation de l'Afrique, et à cet égard, il est important de reconnaître le rôle de chaque acteur dans sa structuration et sa conception. Cette œuvre a pour ambition de susciter la fertilisation des idées dans l'écosystème entrepreneurial africain.

Nous souhaitons remercier tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la publication de cet ouvrage. Nous nous penchons vers les 23 contributeurs de 7 pays africains qui ont bien voulu apporter leurs réflexions à la compréhension des spécificités de l'entrepreneuriat en Afrique. Nous tenons à remercier sincèrement les collègues qui ont accepté d'évaluer les différents manuscrits, à savoir Bigou Iaré, Université de Lomé (Togo) ; Boubakary, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; Bredart Xavier, Université de Mons (Belgique) ; Chabaud Didier, Université Paris 1 (France) ; Djoutsa Wamba, Université de Dschang (Cameroun) ; Ebondo Eustache, Kedge Business School de Marseille (France) ; Yao Kounetsron Université de Lomé (Togo) ; Isabelle Kustos, Université polytechnique Hauts-de-France (France) ; Nkakene Molou, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; Ndao Assane, Université Cheick Anta Diop (Sénégal) ; Nkakleu Raphaël, ESSEC de Douala (Cameroun) ; Ondoua Biwolé Viviane, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; Pesqueux Yvon, CNAM Paris (France) ; Pigé Benoît, Université de Bourgogne Franche-Comté (France) ; Tchagang Emmanuel, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; Toe Mamadou, Université Thomas Sankara (Burkina Faso) ; Van De Caillie Didier, Université de Liège (Belgique). Aux universités de Yaoundé II et d'Ébolowa, le soutien constant et solide de nos collègues est affûté et fortement supputé. Nous exprimons notre profonde gratitude à l'endroit de Tchinko

Sobgui Lorna qui a minutieusement suivi les différentes phases d'évaluation des manuscrits, notamment en relançant les évaluateurs et les auteurs.

Nous tenons à remercier le professeur Didier Chabaud, directeur de la chaire eTi – entrepreneuriat Territoire innovation de l'IAE Paris – Sorbonne Business School, qui a accepté que cet ouvrage paraisse dans la collection « Entrepreneuriat, territoire et innovation » d'ISTE Editions et qui a rédigé l'avant-propos. Également, notre reconnaissance va à l'endroit des professeurs Moreno et Pratlong qui ont apporté leur soutien à cet ouvrage en rédigeant l'avant-propos.

Nous disons un merci particulier à Léo-Paul Dana, pour la rédaction de cette préface. Nous adressons également nos remerciements au professeur Emmanuel Kamdem, pour la rédaction de la postface.

Présentation des auteurs

Mohamadou Abbo est maître de conférences, agrégé en sciences de gestion à l'Université de Douala, titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université de Douala et du Centre d'étude de la performance des entreprises (CEPE), de HEC-Liège (Belgique). Il est chercheur au Laboratoire d'économie et de management appliqué (LEMA) de l'Université de Douala (Cameroun), au Laboratoire de recherche en développement des organisations et la prospective (LADOP) à l'Université de Yaoundé II (Cameroun) et chercheur associé au CEPE HEC – École de gestion de l'Université de Liège (Belgique). Ses travaux qui portent sur la performance des PME familiales, des entreprises de l'informel, de la finance entrepreneuriale et le management ancré en contexte africain, ont fait l'objet de publications dans des revues catégorisées FNEGE, CNRS et HCERES. Il dispense les enseignements dans le domaine de la gestion comptable et financière.

Christine Marie Claire Abomo Nga, docteur en sciences de gestion, est enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Yaoundé II au Cameroun. Elle est membre de l'Association internationale des chercheurs francophones en microfinance (AICFM) et du Laboratoire finance publique finance privée (2FP) de l'Université de Yaoundé II. Elle s'intéresse à la finance, la gouvernance, le management et la pérennité des établissements de microfinance, l'entrepreneuriat.

Alain Camille Abossolo, docteur en sciences de gestion, est enseignant-chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Ngaoundéré, au Cameroun. Il est auteur de plusieurs articles sur le contrôle de gestion et la gouvernance dans les entités publiques et les PME. Ses centres d'intérêt sont l'entrepreneuriat, le contrôle de gestion et la finance publique. Il a également participé à plusieurs colloques internationaux et nationaux. Ses enseignements portent sur la comptabilité, la finance et le contrôle de gestion.

Esther Baran, après un passage ardu au sein des écoles et instituts de formation académiques et professionnels, a obtenu un doctorat à l'Université d'Abomey Calavi au Bénin sur le management du sport. S'étant spécialisée en marketing et stratégie, elle exerce en tant qu'enseignante-chercheuse à l'IRIC. Ses enseignements et ses travaux portent sur des questions de management international, marketing et stratégie, entrepreneuriat et développement durable.

Benoît Binwa Machumu est docteur en entrepreneuriat depuis décembre 2022 dans le cadre d'une thèse réalisée en cosupervision entre les universités de Mons (Belgique), catholique de Bukavu (République démocratique du Congo) et du Burundi (Burundi). Ses nombreuses publications portent sur les contraintes à la dynamique entrepreneuriale et les actions mises en place par les entrepreneurs familiaux pour faire face à la turbulence de l'environnement. Enseignant titulaire dans plusieurs universités congolaises, il est permanent à la Haute École de commerce (HEC-KIN) de Kinshasa dans le département des sciences commerciales.

Razane Chroqui est professeure d'enseignement supérieur. Elle occupe actuellement le poste de vice-doyen, chargée de la recherche et de la coopération au sein de la Faculté des langues, arts et sciences humaines, à l'Université Hassan 1^{er} de Settat. Elle est titulaire d'une maîtrise en études comptables de l'Université de Sfax, en Tunisie, d'une Licence en études anglaises (option : *Applied Language Studies*) de l'Université Hassan II de Casablanca, d'un diplôme des études approfondies en Finance de l'Université de Sfax, d'un master en contrôle de gestion et systèmes d'information de l'Université Hassan 1^{er} de Settat, un master en *Moroccan American Studies* à l'Université Hassan II de Casablanca, et d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université de Reims Champagne-Ardenne de Reims (France). Concernant ses activités pédagogiques et scientifiques, elle a organisé et a participé à de nombreuses conférences et colloques internationaux. Elle a publié de nombreux articles dans des revues scientifiques. Elle a enseigné et enseigne toujours dans plusieurs universités marocaines et étrangères, dont l'Italie, le Portugal, la Roumanie, le Sénégal et la Mauritanie. Son domaine de recherche est la gestion de la performance et ses applications dans différents domaines principalement l'enseignement supérieur et l'employabilité.

Mamadou Saidou Diallo, de nationalité guinéenne, a suivi un parcours universitaire en sciences de gestion. Jeune docteur (décembre 2022), ses travaux portent sur l'auto-emploi et les mécanismes d'accompagnement entrepreneurial dans les milieux contraignants (pauvreté endémique, chômage grandissant, mobilité forcée, nécessité entrepreneuriale, etc.). Il a notamment contribué à l'ouvrage collectif de l'Observatoire de la francophonie économique, sur la *Dynamique de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en Afrique francophone*.

Fidèle Djoumessi est agrégé en sciences de gestion, enseignant à l'Université de Ngaoundéré depuis 2009. Il est auteur de plusieurs articles en comptabilité et fiscalité. Ses centres d'intérêt sont l'entrepreneuriat, la comptabilité et la fiscalité. Il est membre du Laboratoire de recherche en comptabilité, contrôle, audit, finance et fiscalité (LARCCAFF), et du Laboratoire en gestion des organisations (LAREGO).

Dieudonné Gahungu est enseignant chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion à l'Université du Burundi. Il a effectué ses études de troisième cycle à l'Université Cheik Anta Diop de Dakar (UCAD) où il a décroché un doctorat d'État en sciences de gestion après un DEA en sciences de gestion obtenu à l'UAC du Bénin. Il est actuellement directeur adjoint de l'École doctorale, chargé du pôle sciences humaines et sociales, et en même temps responsable d'un mastère en sciences de gestion dont il est le principal initiateur. Il a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de sa faculté : chef de département, vice-doyen, directeur du CURDES (Centre universitaire de recherche pour le développement économique et social). Il a dirigé deux thèses déjà soutenues. Il est auteur ou co-auteur de plusieurs articles scientifiques portant sur le management des organisations en particulier des banques et de la PME. Il intervient dans plusieurs universités du Burundi et celles de la République démocratique du Congo.

Yaba Mariette Goubgou est doctorante en sciences de gestion à l'Université Thomas Sankara (Burkina Faso). Ses travaux de recherche portent notamment sur le dynamisme des petites entreprises, l'écosystème entrepreneurial et l'entrepreneuriat en contexte africain.

Laouane Haouaou est enseignante à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Yaoundé II. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences de gestion. Ses recherches portent sur les déterminants de la performance internationale des entreprises. Un intérêt particulier est porté sur l'influence institutionnelle sur le dynamisme des entreprises à l'international. Elle est la coordinatrice en exercice du Réseau scientifique des femmes universitaires en gestion et en économie (RéSFUGE).

Driss Harrizi, professeur de l'enseignement supérieur à l'Université Hassan 1^{er} de Settat (Maroc), chercheur en intelligence économique et gouvernance. Docteur en sciences économiques/sciences de gestion, et ingénieur d'état en statistique. Driss Harrizi a débuté sa carrière professionnelle en 1995 dans le secteur privé, il intègre le service central du ministère de l'Éducation nationale à Rabat en 1998 et plus précisément à la direction des ressources humaines comme chargé d'études, puis une autre expérience de responsabilité au sein de l'Académie régionale d'éducation et de formation Chaouia-Ourdigha comme chef de service de 2001 jusqu'en 2016, l'année où il intègre l'enseignement supérieur comme enseignant chercheur permanent. Driss Harrizi est aussi expert en orientation universitaire et professionnelle ; membre dans plusieurs revues et journaux nationaux et internationaux, auteur de nombreux articles scientifiques et coordinateur de nombreuses manifestations scientifiques.

Polienne Ginette Ipoumb, titulaire d'un doctorat en sciences de gestion, est enseignante-chercheuse à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Yaoundé II (Cameroun). Ses recherches scientifiques tournent autour de la comptabilité, la finance, la gouvernance, l'entrepreneuriat et la performance des organisations. Co-auteur d'articles publiés dans des revues internationales, elle participe aux enseignements de comptabilité générale, comptabilité des sociétés, gestion du patrimoine et analyse des données. Coordinatrice de l'équipe pédagogique de finance d'entreprise, elle dispense également le cours de politique financière d'entreprise. Elle est membre du comité de rédaction de la Revue africaine en sciences économiques et de gestion (RASEG) et du Réseau des femmes chercheuses en économie et gestion (Resfuge). En outre, elle apporte son appui au développement de la gouvernance universitaire *via* des missions de consultations, est par la même occasion, promotrice d'un cabinet de conseils et coordinatrice d'une équipe de jeunes chercheurs.

Abdelouahed Jittou, doctorant-chercheur à l'École nationale des sciences appliquées de Berrichid affiliée à l'Université Hassan 1^{er} de Settat (Maroc), membre du Laboratoire interdisciplinaire des sciences appliquées. Il a rejoint le groupe OCP en 2005 et occupe actuellement le poste de Lead Facilitator, titulaire d'un master en gouvernance et audit de développement humain, ainsi que d'une Licence en sciences de gestion obtenue à la Faculté polydisciplinaire de Khouribga, il est également le fondateur et vice-président de l'Association marocaine pour la recherche scientifique et le développement (MASRED) basée à Khouribga. Il est l'auteur de plusieurs publications. Il a également contribué à l'organisation et à la participation à de nombreuses conférences et colloques internationaux, aussi bien dans le domaine académique que dans celui associatif. Son domaine de recherche se concentre sur la performance des incubateurs d'entreprises et l'entrepreneuriat innovant.

Somnoma Edouard Kabore, enseignant-chercheur en gestion de projet à l'Institut universitaire de formation initiale et continue (IUFIC) de l'Université Thomas Sankara (UTS), le docteur Kabore a co-écrit et publié plusieurs articles dans des revues classées FNEGE, HCERES et CNRS comme *Gestion 2000*, *International Journal of Managing Projects in Business*, *International Journal of Cross Cultural Management*, *Leadership & Organization Development Journal*, *Journal of Business and Socio-economic Development*, etc. Ses recherches portent notamment sur la gouvernance des projets de développement international, le succès des projets (publics et privés), les formes de transgression en contexte de projet de développement international (opportunisme, corruption, clientélisme, etc.), le *leadership*, etc.

Clavert Sinclaire Keou est un jeune chercheur camerounais passionné par le management africain. Actuellement doctorant en sciences de gestion à l'Université de Yaoundé II, il explore le rôle des dynamiques institutionnelles sur le phénomène successoral. Ses travaux témoignent d'une grande curiosité scientifique et d'un potentiel prometteur dans le domaine du management africain, et des entreprises familiales.

Fabrice Keudjou Tawa, doctorant en sciences de gestion, ses travaux de recherche s'intéressent à l'entrepreneuriat et plus particulièrement à la transmission des entreprises familiales. Il est membre du Laboratoire de développement des organisations et la prospective (LADOP), à l'Université de Yaoundé II au Cameroun.

Babacar Ndiaye est maître de conférences agrégé en sciences économiques depuis 2013 et enseignant-chercheur à l'Université Amadou Mahtar Mbow de Dakar où il dirige la Haute École des sciences économiques et de gestion (HEEG) depuis 2018. Auparavant, il a dirigé l'UFR des sciences économiques et sociales de l'Université Assane Seck de Ziguinchor entre 2014 et 2017. Spécialisé en économie industrielle, en économie de la connaissance et en économie de l'innovation, il est l'auteur de nombreux travaux scientifiques et d'ouvrages. Il est membre du Réseau de recherche sur l'innovation (RRI) et est fondateur du Réseau de recherche sur l'innovation Sud du Sahara (RRI2S).

Mamadou Ndione est maître de conférences en sciences de gestion à l'IAE d'Orléans. Il est membre du Laboratoire Val de Loire recherche en management (VALLOREM). Ses travaux s'articulent autour de l'entrepreneuriat, de la microfinance et de la RSE.

Joseph Denis Njayou Oyong exerce en tant que consultant en financement de l'innovation à Paris, pour le compte des entreprises qui mènent des travaux de recherche et d'innovation. Diplômé d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université d'Orléans, ses recherches se sont concentrées sur les décisions d'investissement dans le financement participatif en capital. En parallèle, il dispense des cours de gestion à temps partiel dans plusieurs universités, dont l'Université d'Orléans et Tours. Ses autres sujets de prédilection portent sur la finance comportementale, les monnaies numériques.

Alidou Ouedraogo est professeur titulaire en management stratégique et en management international à l'Université de Moncton (Canada) depuis 2006. Il est membre du Centre Assomption de recherche et de développement en entrepreneuriat (CARDE) et du Centre de commercialisation internationale (CCI) de la même université. Ses intérêts de recherche portent sur les questions de stratégies internationales, de coopérations interentreprises, de management interculturel, de gouvernance d'entreprise, et de développement durable. Il vient d'être nommé cotitulaire de la chaire UNESCO de recherche intervention sur les ressources minières en Afrique et le développement durable, portée par quatre universités canadiennes (Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université TELUQ et Université de Moncton).

Robert Sangué Fotso est professeur titulaire à l'Université de Yaoundé II. Titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université de Besançon, il est chef du département entrepreneuriat et management de l'innovation à la FSEG de l'Université d'Ébolowa, directeur du Laboratoire de recherche en développement des organisations et de la prospective (Université de Yaoundé II), membre associé de la chaire ETI –

Entrepreneuriat Territoire Innovation de l'IAE Paris-Sorbonne Business School. Ses travaux qui portent sur la gouvernance des organisations, l'audit, la comptabilité, la notion de performance des entreprises en contexte africain, l'entrepreneuriat, les PME et la RSE, ont fait l'objet de publications dans des revues classées CNRS et FNEGE et à diffusion internationale. Il a par ailleurs participé à plusieurs colloques internationaux. Les enseignements portent sur la théorie des organisations, l'analyse financière, l'audit, la comptabilité et le contrôle de gestion. Il est enseignant invité dans certaines universités africaines, Lomé et Ndjamen. Il accompagne également dans le cadre de ses activités de conseil, les promoteurs de PME.

Segnam Basile Florent Sedego est doctorant en sciences de gestion (spécialité management stratégique) à New Dawn University au Burkina Faso. Ses activités de recherche et d'enseignement portent sur la stratégie et la pérennité des entreprises de presse écrite à l'ère du numérique, le management des organisations, la stratégie d'entreprise, l'innovation et l'intelligence économique, les stratégies entrepreneuriales.

Noswaoga Cécile Tiemtore, titulaire d'un master en recherche en sciences de gestion et actuellement doctorante et enseignante vacataire à l'Unité de formation et de recherche en sciences économiques et de gestion (UFR/SEG) de l'Université Thomas Sankara, à Ouagadougou (Burkina Faso), la doctorante a co-écrit et publié des articles. Ses travaux de recherche portent sur le management stratégique, le changement organisationnel, l'innovation frugale, des entreprises dans le contexte des pays en développement africains.

Introduction

L'entrepreneuriat représente un objet de recherche de plus de plus usité par différentes disciplines des sciences sociales. Il est appréhendé en termes organisationnel et individuel et se développe dans un écosystème territorial propice à l'éclosion et à la pérennité de nouvelles entreprises (Zogning 2022 ; Chabaud *et al.* 2024). De ce fait, l'entrepreneuriat constitue un outil de développement et d'industrialisation des pays, notamment de l'Afrique au sens de l'OCDE (2017). Mais c'est depuis deux décennies que la recherche en entrepreneuriat s'est révolutionnée pour constituer un véritable paradigme. Comprendre l'entrepreneuriat africain et saisir ses différents enjeux constituent l'objectif de cet ouvrage qui présente de manière singulière les différents axes fondamentaux relatifs à la dynamique entrepreneuriale, à l'accompagnement entrepreneurial et à l'entrepreneuriat organisationnel.

Ce qui conduira les pays africains à développer les chaînes de valeurs mondiales dont les retombées économiques sont potentiellement importantes pour ses territoires et ses populations en termes de création de richesse. Selon l'Union africaine (2020), l'entrepreneuriat est un moteur-clé de la transformation économique structurelle envisagée dans l'agenda 2063, avec le potentiel de créer des millions d'emplois. En cela, l'entrepreneuriat constitue une piste prometteuse pour tirer pleinement profit du dividende démographique.

Cet ouvrage se veut une lecture ancrée de la recherche sur l'entrepreneuriat en même temps qu'il propose des voies pour sa dynamisation. L'entrepreneuriat, véritable outil d'émergence de l'Afrique s'avère indispensable dès lors qu'on ne le réduit pas singulièrement à la création d'activités ou à la vérification de ce qui semble marcher ou pas. La transformation de l'écosystème entrepreneurial africain génère des séries d'événements qui sont susceptibles d'impacter à la fois l'équilibre de l'entreprise et celui de

ses acteurs. L'importance de l'entrepreneuriat dans les économies africaines s'est traduite par la prise de conscience des gouvernements à introduire des politiques d'accompagnement et de promotion des entreprises, notamment les PME.

Trois quêtes se trouvent indiquées dans ce projet : d'abord celle de la mise en exergue du modèle d'entrepreneuriat africain et des modalités de leur compréhension ; ensuite celle de l'accompagnement entrepreneurial qui constitue aujourd'hui un volet essentiel des politiques développées par les pays à travers la création de diverses agences ; enfin celle de l'entrepreneuriat organisationnel pour la compréhension de l'activité qu'il induit, notamment l'efficacité entrepreneuriale et la mobilisation des ressources. Ces trois quêtes intercorréées tout au long de cet ouvrage, par une tentative de construction d'une heuristique entrepreneuriale, justifient la problématique du développement de l'Afrique à travers ses entreprises.

Les onze chapitres de cet ouvrage de recherche collectif abordent des thématiques variées nourries de nombreux matériaux empiriques et mobilisant des champs théoriques pertinents. Une relecture de certaines approches théoriques élargies à l'entrepreneuriat permet de reconceptualiser les notions d'accompagnement entrepreneurial, de l'entrepreneuriat organisationnel, de la culture entrepreneuriale, de la transmission d'entreprise, de l'économie sociale et solidaire, de la motivation entrepreneuriale, de la dynamique entrepreneuriale, etc.

L'ouvrage s'adresse aujourd'hui à l'ensemble de l'écosystème entrepreneurial. Abreuvés d'études de cas, bardés de techniques réalistes, les responsables politiques et les entrepreneurs ont en leur possession, un cocktail de réflexions sur l'entrepreneuriat et les outils de prise de décisions. L'ouvrage est destiné aux étudiants de masters recherche et professionnel, aux doctorants, aux enseignants-chercheurs, aux entrepreneurs et aux acteurs politiques en quête de fondement de leur action.

Bibliographie

- Chabaud, D., Pratlong, F., Baudet, S. (2024). L'entrepreneuriat de territoire : construire l'action locale pour répondre aux défis. *Entreprendre & Innover*, 1, 5–14.
- OCDE (2017). Entrepreneuriat et industrialisation. Perspectives économiques en Afrique. Rapport, OCDE.
- Union africaine (2020). Promoting Youth Entrepreneurship in Africa. A Policy Brief. African Union, Addis-Abeba.
- Zogning, F. (2022). Déborah Cherenfant, stratège en entrepreneuriat féminin, Directrice régionale, Femmes entrepreneures pour le Québec et l'Atlantique, à la Banque TD. *Revue Organisations & Territoires*, 31(1), 93–98.